

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**



10, Avenue Charles Péguy

77000 MELUN

Objet de la Consultation :

PRESTATIONS D'ENTRETIEN DU PATRIMOINE ARBORE D'HABITAT 77 – 2 LOTS

*Procédure d'appel d'offres ouvert organisée conformément aux dispositions des articles L2124-1 et L2124-2 et R2161-1 à R2161-5 du
Code de la Commande Publique*

Procédure n°2025-05

Date et heure limite de remise des offres :

Le Vendredi 27 juin 2025 à 12h00

ATTENTION : les candidats sont informés qu'ils ne peuvent soumissionner qu'à un seul des deux lots de la présente consultation, la candidature d'un candidat aux deux lots entraînera de fait le rejet de celles-ci.

INFORMATIONS IMPORTANTES

Ce dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

1. **Le présent Règlement de Consultation (RC)** (commun à l'ensemble des lots) ;
2. **Un Acte d'Engagement (AE)** et son annexe par lot ;
3. **Un Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** valant estimatif par lot ;
4. **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** (commun à l'ensemble des lots) ;
5. **Le Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** (commun à l'ensemble des lots) et son annexe ;
6. **Le document unique de candidature ;**
7. **Un cadre de mémoire technique (CMT)** par lot ;

Cette procédure est également régie par l'ensemble des normes applicables, réputées connues des entrepreneurs, et par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (arrêté de 2009).

Les soumissionnaires à la présente consultation se doivent de faire état à HABITAT 77 de tout élément qui leur semblerait imprécis dans le contenu des prestations attendues et/ou éventuellement inexact au regard de la réglementation en vigueur, selon les modalités prévues du présent document.

Article 1 : Objet de la consultation

La présente consultation concerne un accord-cadre dit de services qui vise à la réalisation des prestations suivantes :

Prestation d'entretien du patrimoine arboré d'habitat 77 – 2 lots

Réalisation de prestations similaires

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un ou des nouveau(x) marché(s) pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément aux articles R2122-1 à R2122-11 du Code de la Commande Publique et qui seront exécutés par l'attributaire du présent contrat dans les conditions strictement identiques à celles de la présente consultation.

Article 2 : Etendue de la consultation

Le marché est lancé selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles R2161-1 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre, à bons de commande, conclu avec un seul opérateur économique et traité à prix unitaires.

L'exécution des prestations sur bordereau de prix unitaires sera traitée sur la base de bons de commandes établis au fur et à mesure des interventions du titulaire conformément aux dispositions relatives aux accords cadre à bons de commande, visés aux articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande Publique. Chaque accord-cadre est conclu avec, sans montant minimum et pour un montant maximum de 790 000 € (460 000 € pour le lot 1 et 330 000 € pour le lot 2).

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, l'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Article 3 : Dispositions générales

3-1 Décomposition en lots et en tranches, variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles

3-1-1 : Lots

Les prestations sont dévolues en 2 lots, traités chacun en marché séparés, comme indiqués ci-après :

LOT	INTITULE
1	Prestations d'entretien du patrimoine arboré de la Direction Territoriale Nord
2	Prestations d'entretien du patrimoine arboré de la Direction Territoriale Sud

ATTENTION : les candidats sont informés qu'ils ne peuvent soumissionner qu'à un seul des deux lots de la présente consultation, la candidature d'un candidat aux deux lots entraînera de fait le rejet de celles-ci.

3-1-2 : Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-1-3 :Variantes

Les variantes sont interdites.

3-1-4 : Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le présent marché ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles.

3-2 Forme et durée

3-2-1 - Forme

La présente consultation donnera lieu à l'attribution de marchés séparés.

3-2-2 Durée du marché – délai d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de quatre ans.

HABITAT 77 peut résilier le présent marché de manière anticipée sans indemnité moyennant un préavis de trois mois avant chaque date anniversaire (date de notification) du marché. Si HABITAT 77 décide de procéder à la résiliation, il notifiera sa décision au titulaire par lettre du Directeur Général envoyé en courrier recommandé au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

Le délai d'exécution des commandes est fixé dans chaque bon de commande et court à compter de la date de la réception du bon par le titulaire du marché.

Les délais d'exécution sont définis au CCAP.

3-3 Modifications du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

S'il y a lieu, au plus tard 10 jours ouvrés avant la date fixée pour la remise des soumissions, les candidats sont invités à signaler les erreurs éventuelles figurant dans le dossier de consultation.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3-4 Modalités d'attribution

Les candidats peuvent se présenter seul ou en groupement.

La forme du groupement est libre. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire se doit d'être solidaire. En cas de groupement solidaire, les membres se devront d'être solidaires financièrement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Un même prestataire ne pourra être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Chaque membre du groupement devra fournir un dossier de candidature complet.

3-5 Sous-traitance

La sous-traitance d'une partie de la prestation est autorisée dans le cadre des textes qui la réglementent. Le titulaire doit en toute hypothèse obtenir l'agrément de son sous-traitant et l'acceptation de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Toute sous-traitance occulte entraînera la résiliation du marché de plein droit par l'Office aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités, ni préavis.

3-6 Modalités de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le paiement sera effectué par virement bancaire, dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande de paiement conforme par les services financiers de l'Office.

Les dépenses seront imputées sur le Budget de l'Office.

3-7 Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article R2113-8 du Code de la Commande Publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R2113-7 du Code de la Commande Publique.

Article 4 : Délai de validité de la proposition

Le délai de validité des offres est de **4 mois** à compter de la date limite de réception des offres fixée en page de garde du présent document.

Article 5 : Retrait du dossier de consultation -Présentation des offres

5-1 Retrait du dossier de consultation

Le dossier est téléchargé sur le site Internet : www.marches.maximilien.fr. Le prestataire de dématérialisation d'HABITAT 77 met à disposition des entreprises une assistance utilisateurs par le biais de ticket. Le téléchargement est gratuit.

L'identification est facultative pour accéder aux documents de la consultation. Cependant, l'attention des candidats est attirée sur le fait que l'identification leur permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il leur appartiendra de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

5-2 Présentation des candidatures et des offres

5-2-1 Dispositions communes

La transmission des éléments de la candidature et de l'offre est obligatoirement dématérialisé et suppose de disposer d'un compte sur la plateforme Maximilien.

La signature des documents est facultative lors du dépôt de la soumission.

Seule l'offre de l'attributaire doit être signée au terme de la procédure de passation, lors de la phase de régularisation du marché.

Les candidats doivent présenter un dossier individuel de candidature en cas de groupement.

Les candidats sont admis à présenter au titre de leurs capacités techniques, professionnelles et financières, des preuves et moyens tiers.

Dans ce cas, il est demandé la production :

- pour chacun de ces opérateurs, les mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières.
- d'un document émanant du « tiers » conférant des moyens au candidat qui atteste de la réalité de cette situation au regard du marché visé précisément.

Les offres des soumissionnaires seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5-2-2 Présentation des candidatures

Afin de simplifier les démarches, l'acheteur a mis en place **un document unique de candidature DUC** permettant de juger les candidatures. Ainsi, les candidats doivent compléter et transmettre ce document.

Ce document remplace le DC1 et le DC2. Il est ainsi inutile de transmettre ces derniers.

Le candidat peut transmettre les pièces justificatives demandées par l'Acheteur dans le présent article et dans le DUC. La transmission de ces documents doit s'effectuer conformément à l'article 6 du présent RC. Les documents purement commerciaux et promotionnels sont inutiles.

L'analyse des candidatures se fera au regard des éléments mentionnés au DUC, à savoir :

➤ **Liste des justificatifs administratifs :**

- Déclaration sur l'honneur : **(Cocher la case dans le document unique de candidature)**
Le candidat justifie qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L.2141-11 du CCP et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Pouvoir : **(pièce à fournir)**
Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants).
En outre, en cas de groupement, les soumissionnaires devront joindre les habilitations du mandataire.
- Situation de redressement judiciaire : **(Cocher la case dans le document unique de candidature)**
Lorsque le candidat est en redressement judiciaire il en informe immédiatement HABITAT 77. Lors de l'attribution, le candidat devra produire une copie du ou des jugements prononcés. **(Pièce à fournir, le cas échéant)**

➤ **Capacité économique et financière :**

- Déclaration du chiffre d'affaires : **(A renseigner dans le document unique de candidature)**
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles.
Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.
- **Une attestation d'assurance des risques professionnels** en cours de validité, relative à l'objet du marché. **(Pièce à fournir)**

➤ **Capacités techniques :**

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au cours des trois dernières années. (A renseigner dans le document unique de candidature)

➤ **Capacités professionnelles :**

- **Une liste de prestations exécutées au cours des trois dernières années de même nature que l'objet du marché** avec indication : **(Pièce à fournir)**
 - Des dates de réalisation,
 - Des montants,
 - Des coordonnées des personnes publiques ou privées pour lesquelles elles ont été réalisées,
 - Et le mode de dévolution (en co-traitance, sous-traitance ou seul).

➤ **La détention des qualifications ou équivalents suivants est obligatoire, sous peine de rejet de la candidature (Pièces à fournir) :**

- **Qualipaysage ou équivalent, Qualiterritoire.**
- **ISO 45001, ISO 14001 Certiphyto (non obligatoire).**
- **Tout justificatif de qualification émit par un organisme indépendant et agréé**

La fourniture de ces attestations en cours de validité constitue un niveau minimum de capacité justifiant le rejet de la candidature en cas d'absence. Si ces attestations sont en cours d'obtention, la candidature est

irrecevable. (Pièce à fournir)

Les attestations/certificats de travaux, de bonne exécution ou les références marché ne constituent pas des équivalences et, par voie de conséquence, ne sont pas acceptées.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitance notamment) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit :

- Les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur pour sa propre candidature.
- Un engagement écrit de l'opérateur économique de mettre à disposition ses capacités pour l'exécution des prestations objet du marché.

Etant précisé que :

- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'HABITAT 77 peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit,
- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Ils s'engagent toutefois à fournir les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

Il est, dans ce cadre, demandé aux candidats d'indiquer à HABITAT 77, les références précises de la consultation au cours de laquelle ces renseignements et documents ont été fournis.

Lors de l'examen des candidatures, seront notamment éliminés :

- Les candidats se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner fixés à l'article L2141-1 du Code de la commande publique.
 - Les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnés par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve de la procédure prévue à l'article L2141-7 du Code de la commande publique.
 - Les candidats ne satisfaisant pas aux conditions de participation fixées au présent règlement de consultation (ou qui n'auront pas produit dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur).
 - Les candidats dont l'expérience ou les capacités professionnelles, techniques ou financières apparaîtraient insuffisantes ou sans rapport avec le besoin exprimé.
 - Les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observation ou dont le plan de continuation est inférieur à la durée d'exécution du marché.
 - Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces administratives demandées (sous réserve de la mise en œuvre de la procédure de régularisation par l'acheteur).
- en cours de validité, délivré par les organismes compétents constituerait un plus :

5-2-3 Présentation des offres pour chaque lot concerné

ATTENTION : les candidats sont informés qu'ils ne peuvent soumissionner qu'à un seul des deux lots de la présente consultation, la candidature d'un candidat aux deux lots entraînera de fait le rejet de celles-ci.

***L'Acte d'Engagement** dûment complété, à noter que la signature de ce document par le titulaire pourra intervenir lors de l'attribution ;

***Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) valant estimatif** dûment complété ;

***Le cadre de mémoire technique** dûment complété*.

*HABITAT 77 rend l'offre technique contractuelle lors de la conclusion du marché.

Article 6 : Conditions d'envoi des propositions

La réponse électronique sur le profil d'acheteur Maximilien est le seul mode accepté.

Pour garantir au mieux le bon déroulement des opérations, le soumissionnaire doit tenir compte des indications suivantes :

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux soumissionnaires de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

le nom de la société : il peut être entier, ou bien être raccourci

Suivi de :

la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence.

Exemple :



Les documents doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur le profil d'acheteur d'HABITAT 77.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des plis.

Si le soumissionnaire signe les offres, les documents seront signés à l'aide d'une signature électronique valide et conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019. La signature manuscrite numérisée d'un fichier et celle d'un dossier « zip » (dossier qui comprend plusieurs fichiers) n'ont pas la valeur d'une signature électronique.

Si le soumissionnaire utilise un outil tiers pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les soumissionnaires se connectent sur le profil d'acheteur d'HABITAT 77. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plateforme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'arrêté du 27 Juillet 2018.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le soumissionnaire qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

HABITAT 77
Service Achats
10, avenue Charles Péguy - CS 90074
77002 MELUN Cedex

Jours ouvrés de 9h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h30
(sauf vendredis et jour de la date limite de remise : 12h00)

avec la mention :

« Appel d'offres 2025-05 – PRESTATION D'ENTRETIEN DU PATRIMOINE ARBORE D'HABITAT 77 / LOT N° / COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR ».

Les soumissionnaires sont invités à prendre leurs dispositions pour l'accès au site dans le cadre des formalités de contrôle du plan VIGIPIRATE.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque HABITAT 77 a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ont été reçues de façon incomplète, hors délais ou n'ont pu être ouvertes, sous réserve que leur transmission ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Article 6 Critères de jugement des offres

Le jugement comparatif des offres recevables sera effectué à partir des deux critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

A. VALEUR TECHNIQUE DE LA PROPOSITION DU CANDIDAT (note sur 60)

- Jugée en exploitant les éléments reportés dans le cadre de mémoire technique. L'analyse de ce critère se fera au regard de :

Critères & Sous-critères applicables aux deux lots	Note sur 100
VALEUR TECHNIQUE	60 points
I - Méthodologie proposée pour l'exécution du « chantier type n° 1 » décrit dans le cadre de mémoire technique décomposée comme suit :	

1) Modalités organisationnelles prévues pendant l'exécution des prestations (prise en compte des particularités du site, moyens humains et matériels mis en œuvre) / 20 points 2) L'organisation des prestations à compter de la réception de la commande (description des différentes étapes avant le commencement de l'exécution des prestations ; désignation du ou des interlocuteurs(s) etc...) / 10 points 3) Moyens mis à disposition d'HABITAT 77 afin de lui permettre de suivi des interventions effectuées sur le site (procédures de contrôle, planification des interventions futures, traçabilité des interventions sur le site etc.) /10 points II - Méthodologie proposée pour l'exécution du « chantier type n° 2 » décrit dans le cadre de mémoire technique décomposée comme suit : 1) Modalités organisationnelles prévues pendant l'exécution des prestations (prise en compte des particularités du site, moyens humains et matériels mis en œuvre) / 10 points 2) L'organisation des prestations à compter de la réception de la commande (description des différentes étapes avant le commencement de l'exécution des prestations ; désignation du ou des interlocuteurs(s) etc...) / 10 points	
PRIX DES PRESTATIONS	40 points

La notation finale du critère technique sera égale à la somme des notations de chaque sous-critère, attribué par le pouvoir Adjudicateur, en fonction de la valeur relative attribuée à chacun d'eux.

B. PRIX (NOTE SUR 40) :

Dans le cadre de l'analyse des prix, l'offre financière établie sur la base du bordereau des prix unitaires valant estimatif le moins disante (total HT) obtient la note de 40 points et les notes des autres offres sont calculées selon la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre analysée} = \frac{\text{offre la moins disante} \times 40}{\text{Montant de l'offre analysée}}$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à régulariser son offre ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète ou méconnaissant la législation en vigueur pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Article 7 Soumissionnaire attributaire

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire, en attendant que le ou les candidats retenus produisent au Service Achats d'HABITAT 77, les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents est de **10 jours** francs à réception de la demande.

Article 8 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours ouvrés** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur le profil acheteur <https://marches.maximilien.fr>.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours ouvrés au plus tard avant la date limite de remise des offres.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur l'identification lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE). Si l'opérateur économique ne s'est pas identifié lors de la phase de

téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), il ne pourra pas être tenu informé en cas de modification du dossier. Par conséquent, il est INDISPENSABLE d'indiquer lors de l'identification une adresse email valide.

Afin d'aider les opérateurs économiques à utiliser les services de Maximilien, ces derniers peuvent contacter le service Support Clients par ticket sur chacune des pages de la plateforme ou télécharger le guide d'utilisation :

<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Article 9 : Visite de site

Il n'est pas prévu de visite de site.

Article 10 : Insertion sociale

Sans objet.

Article 11 : Données à caractère personnel

Habitat 77 s'engage à ce que la collecte et le traitement d'informations à caractère personnel soient effectués conformément au Règlement UE n°2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et à l'ensemble des dispositions de la réglementation française applicable en la matière.

Dans ce cadre, Habitat 77:

- A nommé un Délégué à la protection des données ;
- Assure la sécurité physique des bâtiments abritant ses systèmes informatiques, la sécurité de son système d'information ainsi que le contrôle des flux de données.

Dans le cadre du présent appel d'offres, le candidat est amené à transmettre à Habitat 77 (i) ses propres données à caractère personnel, le cas échéant, et/ou (ii) celles relatives à son personnel et/ou (iii) celles relatives à des tiers susceptibles d'intervenir dans le cadre du marché pour le compte du candidat et/ou pour le compte de l'un de ses propres sous-traitants, telles que nom / prénom, date et lieu de naissance, coordonnées professionnelles (téléphone, courriel, adresse) et qualifications professionnelles.

Ces données sont traitées aux fins d'exécution de la procédure d'appel d'offres par les services achats et gestionnaires d'Habitat 77, sans préjudice de leur éventuelle transmission à des prestataires extérieurs en charge de leur analyse ou de leur reprographie.

Dans le respect des dispositions de l'article R2184-12 du Code de la Commande Publique, les données des candidats non retenus sont conservées pendant une durée minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché.

Les données du ou des candidat(s) retenu(s) sont conservées :

- Pendant une période minimale de 5 ans à compter de la fin d'exécution du marché pour les prestations non soumises à une garantie décennale ;
- Pendant une période minimale de 10 ans à compter de la fin d'exécution du marché pour les prestations soumises à une garantie décennale ;

et ce, conformément aux dispositions de l'article R2184-13 du Code de la Commande Publique.

Le candidat est informé que, conformément à la réglementation applicable, il peut :

- Avoir accès aux données à caractère personnel qui le concernent, le cas échéant, et en obtenir copie ;
- Demander la rectification de ces données ;
- Exiger la suppression de ces données ou la limitation de la façon dont Habitat 77 les utilise, dans les conditions prévues par la réglementation applicable ;

En adressant une demande en ce sens par courriel à l'adresse suivante : marches-publics@habitat77.fr.

En outre, le candidat est informé de ce qu'il dispose de la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en cas de contestation.

Pour ce qui concerne les données relatives au personnel du candidat et/ou à des tiers susceptibles d'être communiquées par le candidat, celui-ci s'engage à transmettre à Habitat 77 uniquement des fichiers sains au regard

de l'utilisation qui en est prévue et de la réglementation applicable, c'est-à-dire des fichiers pour lesquels il détient toutes les autorisations aux fins de leur transmission à Habitat 77.

Le candidat s'engage ainsi à se conformer à toutes les dispositions applicables à la collecte et au traitement de données à caractère personnel qu'il transmet à Habitat 77 (notamment quant à l'information des personnes concernées) et garantit Habitat 77 contre toute difficulté et/ou réclamation et/ou dommage à cet égard. Le candidat devra justifier du respect des engagements du présent article sur simple demande d' Habitat 77, sans que cela n'entraîne aucune obligation pour ce dernier.